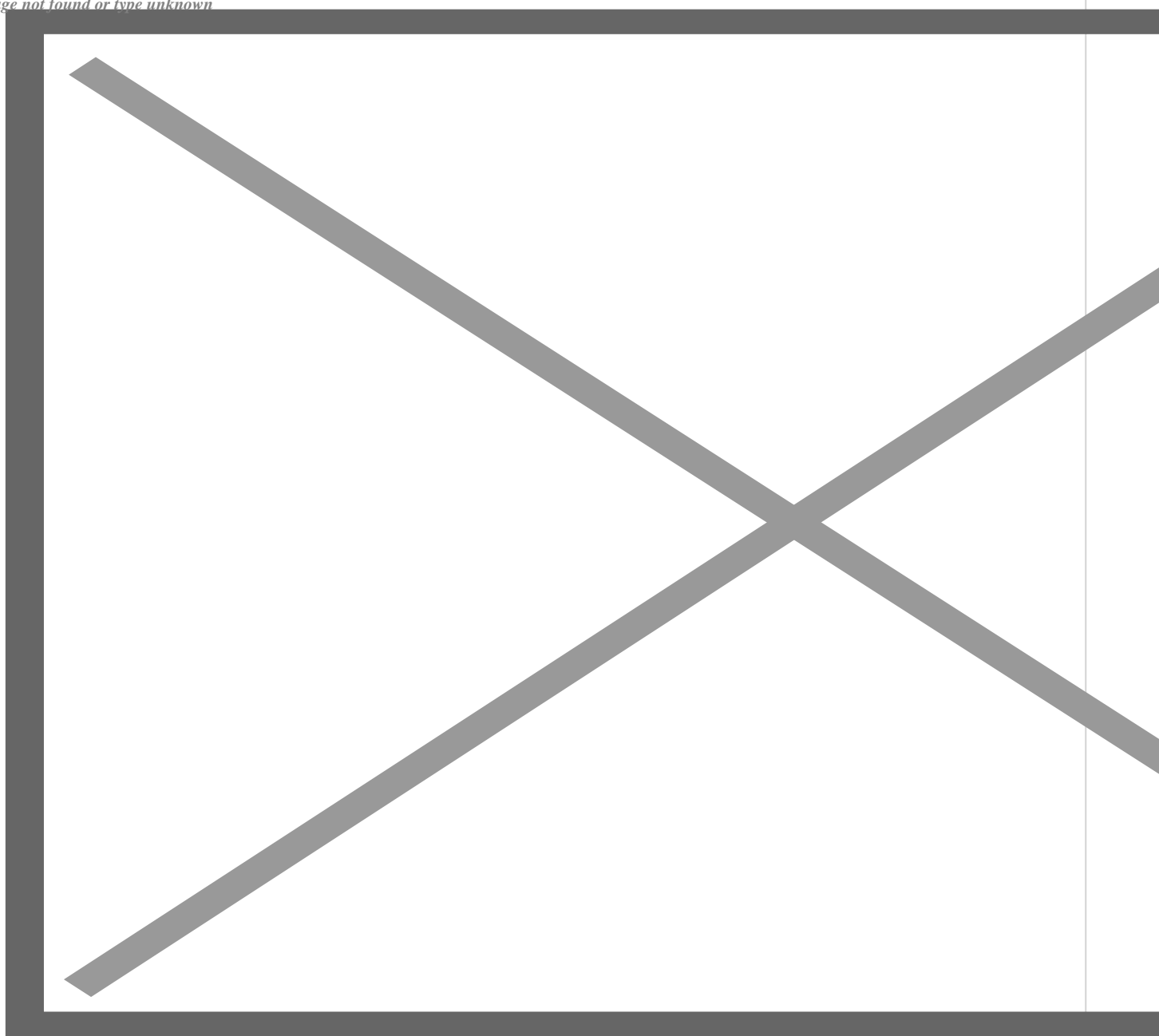


L'attaque contre la démocratie au Brésil (+Vidéo)

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Seul un grand rejet pourrait provoquer la tentative de coup d'État au Brésil par les partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro, qui cherchent à inverser les résultats des élections générales d'octobre dernier qui ont donné la victoire à Luiz Inácio Lula Da Silva.

Des dirigeants et des personnalités de divers pays du monde, ainsi que des blocs régionaux, ont condamné l'atteinte à la constitutionnalité du géant sud-américain et la perturbation de l'ordre public et de la sécurité.

À Brasilia, la capitale, les bolsonaristas ont violemment occupé les principaux bâtiments publics du pays, le Congrès, le Palais présidentiel et la Cour suprême, causant des dommages aux biens publics.

Ces actions ont fait fi de la volonté du peuple brésilien qui, avec plus de 50 % des voix, a élu Lula Da Silva à la présidence du Brésil pour la troisième fois, après quatre années de mandat inefficace et controversé de Bolsonaro, au cours desquelles la pauvreté a augmenté et les inégalités se sont accentuées.

La droite a profité du fait que le chef de l'État se trouvait dans l'État de Sao Paulo, où il inspectait les zones endommagées par les fortes pluies récentes.

Depuis la défaite électorale de Bolsonaro, ses partisans ont organisé des actions violentes. Ils ont bloqué des routes et manifesté devant des casernes militaires pour demander aux forces armées d'empêcher l'investiture de Lula Da Silva le 1er décembre, à laquelle le président sortant n'a pas assisté car il a préféré se rendre aux États-Unis, où il se trouve actuellement.

En décembre dernier, des manifestants d'extrême droite ont affronté la police et incendié des bus, et quelques heures avant la cérémonie d'inauguration, un individu a été arrêté pour avoir placé un explosif dans un camion à l'aéroport de la capitale brésilienne.

Bolsonaro n'a pas reconnu sa défaite aux urnes et, dans la déclaration publique qu'il a faite deux jours après les élections, il n'a fait que remercier ses électeurs, mais il a justifié les blocages liés au coup d'État.

La vérité est que, pendant son mandat, le capitaine de l'armée à la retraite, grand admirateur de la dictature militaire qui a ensanglanté le Brésil de 1964 à 1985, a entretenu un discours de haine et a remis en question à tout moment le système électoral brésilien.

Un prétexte pour justifier toute action illégale ou violente pour renverser les résultats des élections et même les annuler, en cas de défaite, comme cela s'est finalement produit.

En fait, il y a moins d'une semaine, le parti Socialisme et liberté a déposé un recours devant la Cour suprême fédérale pour que Bolsonaro soit arrêté, accusé d'encourager les actes violents.

Dans le géant sud-américain, comme beaucoup en conviennent, les événements de janvier 2021, lorsque le Congrès américain a été pris d'assaut par des partisans du président Donald Trump, que Bolsonaro admire beaucoup d'ailleurs, semblent se reproduire.

L'extrême-droite brésilienne a activé ses mécanismes pour tenter de conserver illégalement et violemment le pouvoir, légitimement perdu aux urnes. Une fois de plus, ils ont montré leur mépris pour la volonté du peuple.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/310007-lattaque-contre-la-democratie-au-bresil-video>



Radio Habana Cuba